

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Saint-Liguair
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Niort, le 30/12/25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAXAM FRANCE

FORET D'AUTUN
79390 Thénézay

Références : 0007201681/2025/01

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2025 dans l'établissement MAXAM FRANCE implanté FORET D'AUTUN 79390 Thénézay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAXAM FRANCE
- FORET D'AUTUN 79390 Thénézay
- Code AIOT : 0007201681
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société MAXAM ATLANTIQUE exploite sur les communes de la Ferrière en Parthenay et Thénézay, sur 3 sites géographiquement distincts, un atelier de fabrication d'explosifs, un atelier de préparation des Unités Mobiles de Fabrication d'Explosifs (UMFE) et plusieurs dépôts de stockage de détonateurs et d'explosifs à usage civil pour les carrières. Le site est une installation classée autorisée, « SEVESO Seuil Haut » pour la rubrique 4220 de la nomenclature des installations classées.

L'entreprise MAXAM compte plusieurs sites en France :

* site de Thénéazay constituant l'entité MAXAM Atlantique ;

* sites de La Ferté-Imbault (41) et Plonevez-du-Faou (19) et unités mobiles de fabrication d'explosifs (UMFE) regroupées au sein de l'entité MAXAM France.

L'équipe du site de Thénéazay est composée de 35 salariés.

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Premiers prélèvements environnement aux	Arrêté Ministériel du 25/06/2014, article Annexe V Point i)	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
2	Étude de dangers et gestion des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 7.5.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	15 jours
4	Principes de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 5.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
5	Bâche incendie (zone UMFE)	Autre du 18/11/2022, article Point n°4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
6	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois
7	Propreté des installations et des abords	Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 71.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Rétention et confinement	Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 7.4.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation	Arrêté Ministériel du 28/05/2014, article Annexe I.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant poursuit la mise en œuvre des actions correctives, notamment sur les points suivants :

- installation d'une réserve incendie de 120 m³,
- stockage des palettes bois suivant les dispositions prévues dans l'EDD. Pour ce point un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à la signature de Monsieur le Préfet
- vérification des équipements contre la foudre.

L'exploitant finalise et complète son protocole Premiers prélèvements environnementaux, son registre de suivi des déchets, son dossier de porter-à-connaissance relatif au stockage des eaux nitratées de lavage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Premiers prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/06/2014, article Annexe V Point i)
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/06/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>

Constats :

Suite à la visite d'inspection du 11/06/2025 et à la demande de compléter le protocole relatif aux prélèvements environnementaux référencé Rev.:2.0 (18/06/2025), l'exploitant a transmis des éléments de réponse par courrier du 30/07/2025. Il indique que les produits de décomposition du nitrate d'ammonium sont bien pris en compte en tant que composé majoritaire du nitrate fioul qui est mentionné dans le protocole. Il indique également que la quantité limitée de stockage de palettes bois et les conséquences potentielles d'un incendie ne justifient pas la nécessité de prélèvements environnementaux en phase d'urgence.

L'avis du 01/12/2022 relatif à la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement précise que les premiers prélèvements environnementaux sont à mettre en œuvre **dès la phase d'urgence** et concernent notamment les produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, que les distances d'effets (thermiques, toxiques ou de surpression) dépassent ou non les limites du site.

L'étude de danger version 5.3 du 19 avril 2021 mentionne notamment les scénarios d'incendie suivants :

- stockage de nitrate d'ammonium,
- stockage de palettes de bois,
- stockage d'emballages et de films plastiques,
- cuvette de rétention fioul.

Les scénarios mentionnés dans l'EDD (matières et produits présents sur site) et leurs produits de décomposition doivent donc être mentionnés explicitement dans le protocole. Le cas échéant, l'exploitant justifie leur exclusion pour la phase d'urgence, notamment au regard de la cinétique du phénomène, des quantités de produits de décomposition susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, en précisant l'estimation des durées, quantités libérées,...

L'émission de produits de décomposition en cas d'incendie de la zone de stockage des déchets doit également être étudiée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant actualise son protocole prélèvements environnementaux (Rev.:2.0 (18/06/2025)) pour tenir compte des remarques de l'inspection supra.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Étude de dangers et gestion des mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 7.5.5

Thème(s) : Risques accidentels, Respect EDD

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/06/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers et met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers et le système de gestion de la sécurité.

[...]

Constats :

Suite au constat réalisé lors de la visite d'inspection du 11/06/2025, l'inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre un porter à connaissance pour indiquer le changement de localisation du stock de matière combustible (palettes et caisses de bois).

Le jour de la visite, la localisation du stockage de palettes de bois est toujours telle que constatée le 11/06/2025. L'exploitant explique cependant qu'il souhaite finalement replacer le stockage de palettes de bois dans la configuration prévue dans l'EDD. Dans ce cas, le dépôt d'un PAC n'est plus requis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant replace son stock de matière combustible (palettes et caisses de bois) dans la configuration mentionnée dans son EDD.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective,

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Rétention et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 74.1

Thème(s) : Risques accidentels, Cuve de fioul de 20 m³

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/06/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

[...]

Ces réservoirs (de liquides inflammables) sont munis de jauge de niveau et de limiteur de remplissage et leur étanchéité doit être contrôlable en permanence (détection de fuite).

[...]

L'aire de dépotage de fioul à la fabrication comprend une surface étanche de 12 m².

Constats :

Suite au constat réalisé lors de la visite d'inspection du 11/06/2025, l'inspection a demandé à l'exploitant de mettre en place un limiteur de remplissage et un contrôle d'étanchéité de la cuve de fioul de 20 m³ en zone de fabrication.

L'exploitant indique qu'après vérification la cuve de fioul de 20 m³ en zone de fabrication est bien équipée :

- d'un limiteur de remplissage. L'inspection constate la mention de cet équipement sur la plaque d'identification de la cuve ;

- d'une double enveloppe avec détecteur de fuite (information prise auprès du fournisseur de la cuve). L'inspection constate la présence d'un boîtier de détection au niveau de la cuve semi-enterrée et le report d'alarme dans le local technique attenant à l'atelier de fabrication. L'exploitant précise que le salarié se rend dans ce local à chaque opération de fabrication et vérifie ainsi l'absence de fuite.

L'exploitant indique qu'il transmet chaque année au fournisseur de fioul pour validation son protocole de sécurité Transport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Principes de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets pyrotechniques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/06/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Art 5.1.4 : Les déchets pyrotechniques ou assimilés (chiffons souillés d'émulsion mère ou de matière explosible, résidus d'émulsion, emballages vides de nitrate de fioul ou souillés d'explosifs...) sont détruits à l'extérieur du site selon une filière dûment autorisée.</p> <p>Art 5.1.5 : des déchets pyrotechniques classés déchets dangereux (fabrication aux ateliers, emballages souillés, produits périmés et non prorogés, produits défectueux avec décision de mise au rebut, produits issus d'épandage accidentel pendant leur mise en œuvre, produits imbrûlés pendant leur mise en œuvre) sont stockés pour une quantité inférieure à 100 kg en zone pyrotechnique.</p> <p>Art 5.1.6 : L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Chaque lot de déchets dangereux expédiés vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi.</p>
Constats : <p>Suite au constat réalisé lors de la visite d'inspection du 11/06/2025, l'inspection a demandé à l'exploitant de fournir un registre chronologique contenant l'ensemble des informations de l'arrêté ministériel du 31/05/2021.</p> <p>L'exploitant indique qu'il utilise Trackdéchets pour le suivi et l'édition des bordereaux de suivi des déchets dangereux. Il tient également un registre pour le suivi de ses déchets sortants, mais qui ne dispose pas encore de toutes les informations prévues au titre de l'arrêté ministériel du 31/05/2021. L'exploitant précise que la mise à jour de son registre est prévue à son plan d'action et sollicite auprès de l'inspection des installations classées un délai supplémentaire pour une échéance fin janvier 2026.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant fournit un registre chronologique contenant l'ensemble des informations de l'arrêté ministériel du 31/05/2021. En l'absence de mise à jour de son registre dans le délai imparti, ce point pourra faire l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Bâche incendie (zone UMFE)

Référence réglementaire : Autre du 18/11/2022, article Point n°4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant évalue la nécessité de disposer d'une réserve d'eau de 120 m³ à proximité du local UMFE et des bureaux. Il transmet les conclusions de cette évaluation sous un délai d'un mois en présentant soit un échéancier d'installation de cette réserve, soit une demande de suppression/modification de cette exigence de l'arrêté préfectoral.

Constats issus du point n°1 du rapport de visite du 20/11/2024 :

Par courrier du 12/02/2024, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'après avis du SDIS, la bâche ne pourrait pas être installée dans l'enceinte du site et que le choix s'orienterait vers une bâche ou un poteau incendie extérieur au site (point devant être vu avec la mairie de La Ferrière-en-Parthenay).

Le jour de la visite, l'exploitant indique qu'une réunion est prévue le vendredi 29/11/2024 avec la mairie de Thénézay pour déterminer les caractéristiques de la bâche incendie à mettre en place. En effet, cet équipement sera mutualisé entre le site de Maxam (défense incendie du local UMFE) et la commune (défense incendie feu de forêt). Le volume de la bâche sera de 120 m³ au minimum et son implantation est prévue hors du site au Sud-Est de la parcelle AL 21 pour permettre l'aménagement nécessaire à l'accès des services de secours (la bâche ne peut pas être installée sur l'emprise du site faute de place suffisante).

L'exploitant précise qu'il transmettra au SDIS le projet pour validation.

→ **L'exploitant tient régulièrement informée l'inspection des installations classées de l'avancée du projet et des travaux de réalisation de la bâche incendie.**

Constats :

Le jour de la visite, l'exploitant présente à l'inspection des installations classées le compte-rendu de la réunion du 29/11/2024 qui s'est tenue avec les représentants de la mairie de Thénézay. Il est précisé que la mairie ne pourra pas participer au financement de la bâche.

À la suite de cette réunion, l'exploitant a pu contacter le propriétaire de la parcelle cadastrale AL 21 sur laquelle est prévue l'implantation de la réserve incendie, en vue de l'achat d'une partie de ladite parcelle.

L'exploitant présente également à l'inspection des installations classées :

- un devis référencé D202500111 du 25/04/2025 édité par la société Merceron Paysage pour la mise en place d'une réserve d'incendie de 120 m³,
- un courriel du 20/05/2025 de validation de l'observation de l'exploitant concernant son projet d'installation de la bâche dans le cadre de l'enquête publique relative à l'élaboration du PLUi de la Communauté de communes de Parthenay-Gâtine.

Le jour de la visite, l'exploitant indique être en attente de la validation du SDIS pour l'implantation définitive de la réserve et prévoit de déposer la déclaration préalable de travaux avant la fin de l'année. Après la validation de la déclaration préalable, l'exploitant procédera à l'achat de la parcelle, puis au démarrage des travaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant tient régulièrement informée l'inspection des installations classées de l'avancée du projet et des travaux de réalisation de la bâche incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations de protections foudre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Constats issus du point n°4 du rapport de visite du 20/11/2024 :

L'exploitant présente à l'inspectrice le tableau de suivi des actions correctives qui mentionne la mise à jour du carnet de bord (réalisé à partir du 25/09/2024) et le remplacement de parafoudres défectueux (réalisé le 28/02/2024).

L'exploitant présente également le carnet de bord foudre remplit mensuellement. Pour les cinq parafoudres du site, le nombre d'impacts est noté chaque première semaine du mois. La dernière saisie a été faite début novembre.

L'inspection des installations classées n'a pas été destinataire du dernier rapport de vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre.

→ **L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs d'intervention pour le remplacement des parafoudres défectueux réalisé le 28/02/2024.**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le dernier rapport de vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre des installations réalisée par un organisme compétent.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courrier du 28/01/2025 les justificatifs d'intervention pour le remplacement des parafoudres défectueux réalisé le 28/02/2024 (facture n° 6750013058 du 24/05/2024).

Le jour de la visite, l'exploitant présente à l'inspection des installations classées le rapport de vérification complète réalisée le 28/01/2025 par la société Véritas. Ce rapport mentionne :

- une observation sur la première prise de terre foudre du paratonnerre à dispositif d'amorçage (PdA). L'exploitant précise que cette observation a été levée et présente le tableau de suivi des observations mentionnant la résolution de ce point,
- une observation sur l'absence de mise à disposition du matériel de contrôle des PdA. L'exploitant précise qu'il a obtenu un devis en date du 05/11/2025 auprès du fournisseur de paratonnerres pour ajouter un testeur (système de perche).

Le jour de la visite, l'exploitant présente à l'inspection des installations classées le carnet de bord des installations de protection contre la foudre. Le dernier élément porté au carnet de bord est la vérification visuelle des installations réalisée le 24/01/2024. La vérification complète du 28/01/2025 n'est pas mentionnée. L'exploitant indique que la saisie de la vérification est faite avant le contrôle suivant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant met en œuvre les actions correctives pour assurer le retour à la conformité de l'ensemble de ces installations de protection contre la foudre. Il renseigne le carnet de bord après chaque intervention dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Propreté des installations et des abords

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 71.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : Les installations sont maintenues propres et régulièrement nettoyées notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Toutes les dispositions sont prises pour éviter les risques d'incendie. À cet effet, les terrains clos et situés dans les zones Z1 et Z2 sont parfaitement entretenus et les abords immédiats le long des clôtures et au niveau des merlons de terre des enceintes pyrotechniques sont débroussaillés et débarrassés de toute végétation, arbres et arbustes aussi souvent que nécessaire. <u>Constats issus du point n°5 du rapport de visite du 20/11/2024 :</u> Zone de fabrication : Concernant la cuve de stockage d'eau nitratée d'une capacité de 22 m ³ , l'exploitant indique qu'elle a été vidée récemment et sera démontée, ainsi que les tuyauteries associées, au printemps prochain. Son emplacement sera comblé et le sol remis à niveau. À la place, deux GRV (grands récipients pour vrac) ont été mis en place depuis septembre 2024 pour recueillir les eaux de lavage. L'exploitant estime que le volume d'un GRV permet la collecte durant un trimestre et précise que le niveau est vérifié chaque semaine par un technicien. L'évacuation des GRV pleins est assurée par la société Ortec. → L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un porter-à-connaissance relatif à la suppression de la cuve d'eau nitratée, son remplacement par des GRV et le réaménagement de la zone. L'exploitant transmet également à l'inspection des installations classées les justificatifs de réalisation des travaux (photos, factures,...), ainsi que le justificatif d'évacuation de l'eau nitratée suite à la vidange de la cuve.
Constats : L'exploitant a transmis par courrier du 13/03/2025 un porter-à-connaissance relatif au remplacement de la cuve de récupération des eaux nitratées issues du nettoyage de l'atelier de fabrication ANFO. L'instruction de ce dossier a donné lieu à une demande de compléments en date du 11/04/2025 portant sur : <ul style="list-style-type: none"> - les plans avant et après travaux, - le devenir des installations démantelées,

- les modalités de remise en état et le nouvel usage prévu sur l'emplacement de l'ancienne cuve,
- les modalités d'exploitation des GRV,
- les moyens mis en œuvre pour limiter les risques de fuite et pollution.

Le jour de la visite, l'exploitant précise qu'une surveillance hebdomadaire des GRV a été mise en place et fait l'objet d'un mode opératoire. Il indique également que deux opérations de vidange de l'ancienne cuve ont été réalisées avec analyses des eaux et nettoyage par la société Ortec (eaux pluviales non polluées suite aux analyses réalisées d'après l'exploitant).

Concernant le devenir de l'ancienne cuve, l'exploitant a obtenu un devis pour son retrait et attend celui pour son inertage.

L'inspection constate la mise sur rétention des GRV. Ceux-ci ne sont pas abrités des intempéries et la rétention contient de l'eau le jour de la visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en œuvre les actions pour garantir un volume de rétention suffisant disponible à tout moment.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments sollicités par courrier du 11/04/2025 dans le cadre de son porter-à-connaissance, en particulier la procédure de surveillance des GRV, les plans des installations mis à jour, les justificatifs d'élimination des eaux nitratées et du traitement de l'ancienne cuve (factures, résultats d'analyse, bordereaux de déchets...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/05/2014, article Annexe I.3

Thème(s) : Risques accidentels, SGS

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.

Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.

Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.

Elles permettent a minima :

- le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre des rubriques 4330, 4331,

4722, 4734 et 1436 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ; le recensement des tuyauteries et récipients visés par l'arrêté du 15 mars 2000 relatif aux équipements sous pression et

- pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis.

Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées.

Ces dossiers ou une copie de ces dossiers sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Lorsque le recensement ou les dossiers mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions ou par la décision ministérielle de modification du guide, le cas échéant.

Constats issus du point n°10 du rapport de visite du 20/11/2024 :

D'après la note synthétique du SGS Bilan FY24 - Objectifs FY25 présentée par l'exploitant, des instructions de travail couvrent toutes les activités d'une magnitude de risque > 20 identifiées lors de l'analyse des risques. Sur la période du 01/09/2023 au 31/08/2024, 20 procédures ont été mises à jour (cf point de contrôle n° 7) et trois ont été créées. L'objectif 2025 est d'atteindre 50 % de mise à jour des documents opérationnels.

Concernant la maîtrise des risques liés au vieillissement de certains équipements, l'exploitant indique ne pas avoir procédé au recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées.

→ **L'exploitant procède au recensement de ses équipements relevant de la section I de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 et élabore le cas échéant un dossier de suivi pour chaque équipement identifié.**

Constats :

L'exploitant indique que la notice de réexamen quinquennal de l'EDD datée du 19/04/2021 mentionne que les installations du site ne sont pas soumises au plan de modernisation des installations industrielles (PMII) au titre de l'arrêté ministériel du 04/10/2010. Il présente le tableau récapitulatif de recensement (applicabilité des articles 3 à 7 de l'arrêté précité).

L'exploitant ajoute que le site n'a pas d'installations relevant de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

